DELIBERATION CADRE RELATIVE AU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L’EXPERTISE ET DE L’ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

Le Conseil (*ou l'Assemblée*),

Sur rapport de Monsieur le Maire (*ou Monsieur le Président*),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l’application du 1er alinéa de l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l’appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel,

Vu la délibération instaurant un régime indemnitaire en date du …

Vu l’avis du Comité Technique en date du …

Vu le tableau des effectifs,

**Considérant** qu’il convient d’instaurer au sein de la commune (ou de l’établissement), conformément au principe de parité tel que prévu par l’article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la commune (ou de l’établissement),

**Considérant** que ce régime indemnitaire se compose :

* d’une part obligatoire, l’indemnité de fonctions, de sujétions et d’expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l’agent
* et d’une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d’une année sur l’autre puisque lié à la manière de servir de l’agent

**Considérant** qu’il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

**Propose au Conseil (ou l’Assemblée) d’adopter les dispositions suivantes :**

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L’ENSEMBLE DES FILIERES

Les Bénéficiaires

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué :

* Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail)
* ***(Le cas échéant)***Ce régime indemnitaire sera également appliqué **aux agents contractuels** relevant de l’article 136 de la loi du 26 janvier 1984 et occupant un emploi au sein de la commune (ou de l’établissement).

Modalités d’attribution individuelle

Le montant individuel attribué au titre de l’IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l’autorité territoriale, par voie **d’arrêté individuel**, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération **est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir**.

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

* la prime de fonction et de résultats (PFR),
* l’indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
* l’indemnité d’administration et de technicité (I.A.T.),
* l’indemnité d’exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
* la prime de service et de rendement (P.S.R.),
* l’indemnité spécifique de service (I.S.S.),
* la prime de fonction informatique
* l’indemnité de responsabilité des régisseurs d’avances et de recettes
* l’indemnité pour travaux dangereux et insalubres

*(Le cas échéant)* Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec :

* l’indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
* les dispositifs d’intéressement collectif,
* les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
* les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, …),
* la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel
* l’indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE)

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L’IFSE : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, **une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE)** ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d’une part, et sur la prise en compte de l’expérience accumulée d’autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les critères suivants :

* **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;**
* **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;**
* **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.**

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l’autorité territorial notifié à l’agent.

*Les agents bénéficiant d’un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de l’Etat.*

CONDITIONS DE VERSEMENT

**L’IFSE** fera l'objet d'un versement mensuel (ou autre ………….).

CONDITIONS DE REEXAMEN

Le montant annuel de **l’IFSE** versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

* En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d’encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
* A minima, tous les ... ans *(maximum 4 ans)*, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent *(cette disposition devrait également être applicable aux emplois fonctionnels à l’issue de la première période de détachement) ;*
* En cas de changement de cadre d’emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L’evolution des competences

**L'expérience professionnelle** des agents sera appréciée au regard des critères suivants *(dresser la liste des critères pris en considération)*

*Ex :*

*- Nombre d’années sur le poste occupé (pourraient également être prises en compte les années sur le poste hors de la collectivité, dans le privé…) ;*

*- Nombre d’années dans le domaine d’activité (qui valorise davantage le parcours d’un agent et sa spécialisation) ;*

*- Capacité de transmission des savoirs et compétences auprès d’autres agents ou partenaires… ;*

*- Formation suivie (pourrait être pris en compte le nombre de demandes ou de formations suivies sur le domaine d’intervention…) ;*

*- etc…*

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

*Les intitulés de poste et fonctions énumérés ci-après sont proposés* ***uniquement à titre indicatif****, chaque collectivité étant libre de d’adapter les désignations à son organisation et ses emplois.*

*Les plafonds maximaux sont ceux prévus pour les corps de référence de l’Etat et peuvent être définis librement par chaque collectivité* ***sans toutefois dépasser****, en vertu du principe de parité, le montant du plafond le plus élevé. Les collectivités peuvent définir à titre facultatif des montants minimums (cf tableaux).*

*Il en va de même du nombre de groupes de fonctions qui peut être défini librement* ***sans être inférieur à 1 par cadre d’emplois.***

Bénéficieront de l'IFSE, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après **(sélectionner les cadres d’emplois qui concernent les agents de la collectivité)**

* Filière administrative

Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les administrateurs territoriaux.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des administrateurs (A+) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Direction d’une collectivité* | 49 980 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Direction adjointe d’une collectivité* | 46 920 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Responsable de service* | 42 330 € |  |  |

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des attachés et secrétaires de mairie (A) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Direction d’une collectivité* | 36 210 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Direction adjointe, responsable de plusieurs services* | 32 130 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Responsable de service* | 25 500 € |  |  |
| **Groupe 4** | *Ex : Chargé de mission, adjoint au responsable de service* | 20 400 € |  |  |

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des rédacteurs (B) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Secrétariat de mairie, responsable de service* | 17 480 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Adjoint au responsable de la structure, fonctions de coordination, de pilotage* | 16 015 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Poste d’instruction avec expertise, assistant de direction* | 14 650 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des adjoints administratifs (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Secrétaire de Direction, gestionnaire comptable, chef d’équipe* | 11 340 € |  |  |
| **Groupe 2** |  *Ex : Fonctions d’accueil*  | 1. 800 €
 |  |  |

* Filière technique

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des adjoints techniques (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : chef d’équipe…* | 11 340 € |  |  |
| **Groupe 2** |  *Ex : agent d’exécution….* | 10 800 € |  |  |

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des agents de maîtrise (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : chef d’équipe…* | 11 340 € |  |  |
| **Groupe 2** |  *Ex : agent d’exécution…* | 10 800 € |  |  |

* Filière médico-sociale

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 au corps **des conseillers techniques de service social** des administrations de l’Etat transposable auxconseillers territoriaux socio-éducatifs.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des conseillers socio-éducatif (A) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Directeur de structure, responsable du service social et socio-éducatif* | 19 480 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex :* | 15 300 € |  |  |

Arrêté du 3 juin 2015**pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatifs.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des assistants socio-éducatifs (B) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Encadrement, sujétions, qualification, ….* | 11 970 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex :* | 10 560 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps **des adjoints administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des agents sociaux (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Travailleur familial, encadrement de proximité d’usagers* | 11 340 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Exécution* | 10 800 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des assistants territoriaux spécialisé des écoles maternelles (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : ATSEM ayant des responsabilités particulières*  | 11 340 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Agent d’exécution* | 1. 800 €
 |  |  |

* Filière culturelle

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l’application au corps des adjoints techniques d’accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des adjoints du patrimoine (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : chef d’équipe….* | 11 340 € |  |  |
| **Groupe 2** |  *Ex : Agent d’exécution* | 10 800 € |  |  |

* Filière sportive

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les activités physiques et sportives.

|  |
| --- |
| Educateur des APS (B) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Direction d’une structure, responsable de service….* | 17 480 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Adjoint au responsable de structure, expertise….* | 16 015 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Encadrement de proximité….* | 14 650 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les opérateurs des activités physiques et sportives.

|  |
| --- |
|  Opérateur des APS (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Responsable de la sécurité des installations servant aux APS, surveillant des piscines et baignades, sujétions…..* | 11 340 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Agent d’exécution…..* | 1. 800 €
 |  |  |

* Filière animation

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps **des secrétaires administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

|  |
| --- |
|  Animateur (B) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Direction d’une structure, responsable d’un service…..* | 17 480 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Adjoint au responsable de la structure, expertise, fonction de coordination……* | 16 015 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Encadrement de proximité, d’usagers…..* | 14 650 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d’Etat** transposables auxadjoints territoriaux d’animationde la filière animation.

|  |
| --- |
| Adjoint d’animation (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant de l’IFSE** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Encadrement de proximité et d’usagers, sujétions, qualifications……* | 11 340 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Agent d’exécution….* | 10 800 € |  |  |

Modulation de l’IFSE du fait des absences

En l’absence de dispositions réglementaires, un agent ne peut pas prétendre au versement de son régime indemnitaire pendant sa période de congés pour indisponibilité physique. Il convient de délibérer sur les modalités de versement de l’IFSE :

* En cas de congé maladie ordinaire, de congé pour maladie professionnelle ou accident de service/accident du travail :

*Par exemple :*

* *L’IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement\**

*\*Dans la FPE le principe est que le régime indemnitaire est versé aux agents dans les mêmes conditions et sur les mêmes périodes que le traitement (décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat dans certaines situations de congés.*

***Ou***

* *L’IFSE est maintenu puis diminué de 1/30ème par jour d’absence à partir du …. Jour d’absence*
* En cas de congé de longue maladie et de congé de longue durée :

*Dans la Fonction Publique d’Etat le principe est que le régime indemnitaire est versé aux agents dans les mêmes proportions que le traitement, sauf en cas de CLM et CLD pendant lesquels* ***le versement du régime indemnitaire est interrompu****. Toutefois, l’agent en CMO* ***placé rétroactivement en CLM ou CLD*** *conserve les primes d’ores et déjà versées pendant le CMO.*

*En vertu du* ***principe de parité,*** *une collectivité territoriale ne pourrait pas prendre de dispositions plus favorables en maintenant le versement du régime indemnitaire au-delà de la première année de CLM ou CLD.*

*(décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l’Etat dans certaines situations de congés, Circulaire n°BCRF1031314C du 22 mars 2011).*

* En cas de congés annuels, de congés de maternité ou pour adoption, et de congé paternité, l’IFSE est maintenu intégralement.

ARTICLE 3 : Mise en œuvre du CIA : détermination des montants MAXIMA DU CIA par groupes de fonctions

CADRE GENERAL

Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir :

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l’agent.

CONDITIONS DE VERSEMENT

**Le CIA** fera l'objet d'un versement annuel ou semestriel (ou autre……..*).*

Ce complément n’est pas obligatoirement reconductible d’une année sur l’autre.

PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL DES AGENTS ET DE LA MANIERE DE SERVIR

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l’attribution du CIA sont appréciés au regard des critères suivants :

* L’investissement
* La capacité à travailler en équipe (contribution au collectif de travail)
* La connaissance de son domaine d’intervention
* Sa capacité à s’adapter aux exigences du poste
* L’implication dans les projets du service, la réalisation d’objectifs…
* Et plus généralement le sens du service public

Ces critères seront appréciés en lien avec l’entretien d’évaluation professionnelle *de l’année N* ***ou*** *de l’année N-1 (à préciser)ou de tout autres documents d’évaluation spécifique, etc…).*

CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Le CIA pourra être attribué aux agents relevant des cadres d’emplois énumérés ci-après, dans la limite des plafonds suivants, **eu égard au groupe de fonctions dont ils relèvent au titre de l’IFSE** :

* Filière administrative

Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des **administrateurs civils** des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les administrateurs territoriaux.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des administrateurs (A+) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Direction d’une collectivité…* | 8 820 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Direction adjointe d’une collectivité…..* | 8 280 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Responsable de service…..* | 7 470 € |  |  |

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des attachés et secrétaires de mairie (A) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Direction d’une collectivité…..* | 6 390 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Direction adjointe, responsable de plusieurs services…..* | 5 670 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Responsable de service……* | 4 500 € |  |  |
| **Groupe 4** | *Ex : Chargé de mission, adjoint au responsable de service…….* | 3 600 € |  |  |

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des rédacteurs (B) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Secrétariat de mairie, responsable de service…..* | 2 380 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Adjoint au responsable de la structure, fonctions de coordination, de pilotage…….* | 2 185 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Poste d’instruction avec expertise, assistant de direction……* | 1 995 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des adjoints administratifs (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Secrétaire de Direction, gestionnaire comptable, chef d’équipe…..* | 1 260 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Fonctions d’accueil……* | 1 200 € |  |  |

* Filière technique

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des adjoints techniques (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : chef d’équipe…* | 1 260 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : agent d’exécution…* | 1 200 € |  |  |

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des agents de maîtrise (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : chef d’équipe…* | 1 260 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : agent d’exécution…* | 1 200 € |  |  |

* Filière médico-sociale

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 au corps **des conseillers techniques de service social** des administrations de l’Etat transposable auxconseillers territoriaux socio-éducatifs.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des conseillers socio-éducatif (A) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Directeur d’EHPAD, responsable du service social et socio-éducatif…..* | 3 440 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : …..* | 2 700 € |  |  |

Arrêté du 3 juin 2015**pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatif.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des assistants socio-éducatifs (B) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Encadrement, sujétions, qualification, …..* | 1 630 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : ……* | 1 440 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps **des adjoints administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des agents sociaux (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Travailleur familial, encadrement de proximité d’usagers…* | 1 260 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Exécution….* | 1 200 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des assistants territoriaux spécialisé des écoles maternelles (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : ATSEM ayant des responsabilités particulières …..* | 1 260 €  |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Agent d’exécution……* | 1 200 € |  |  |

* Filière culturelle

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l’application au corps des adjoints techniques d’accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret no 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d’un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l’expertise et de l’engagement professionnel dans la fonction publique de l’Etat

|  |
| --- |
| Cadre d’emplois des adjoints du patrimoine (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : chef d’équipe…* | 1 260 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : agent d’exécution…* | 1. 200 €
 |  |  |

* Filière sportive

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des **secrétaires administratifs des**

**administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les activités physiques et sportives.

|  |
| --- |
| Educateur des APS (B) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure**(facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Direction d’une structure, responsable de service…..* | 2 380 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Adjoint au responsable de structure, expertise…* | 2 185 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Encadrement de proximité….* | 1 995 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n° 2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les opérateurs des activités physiques et sportives

|  |
| --- |
| Opérateur des APS (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure** (facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Responsable de la sécurité des installations servant aux APS, surveillant des piscines et baignades, sujétions…* | 1 260 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Agent d’exécution….* | 1. 200 €
 |  |  |

* Filière animation

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps **des secrétaires administratifs des administrations d’Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

|  |
| --- |
| Animateur (B) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure** (facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Direction d’une structure, responsable d’un service…* | 2 380 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Adjoint au responsable de la structure, expertise, fonction de coordination….* | 2 185 € |  |  |
| **Groupe 3** | *Ex : Encadrement de proximité, d’usagers….* | 1 995 € |  |  |

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l’application du décret n°2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d’Etat** transposables auxadjoints territoriaux d’animationde la filière animation

|  |
| --- |
| Adjoint d’animation (C) |
| **Groupes****De** **Fonctions** | **Emplois ou fonctions exercées***(à titre indicatif)* | **Montant du CIA** |
| **Plafonds annuels****réglementaire** | **Borne inférieure** (facultative) | **Borne supérieure** |
| **Groupe 1** | *Ex : Encadrement de proximité et d’usagers, sujétions, qualifications…..* | 1 260 € |  |  |
| **Groupe 2** | *Ex : Agent d’exécution….* | 1 200 € |  |  |

Modulation du régime indemnitaire du fait des absences

Le CIA ne sera pas versé aux agents absents pendant les 12 derniers mois (ou autre ……) à compter de la date du précédent versement.

ARTICLE 4 : DATE D’EFFET

La présente délibération prendra effet au ………….. (au plus tôt à la date de transmission de la délibération au contrôle de la légalité et à celle de la publication).

Le montant individuel de l’IFSE et du CI sera décidé par l’autorité territoriale et fera l’objet d’un arrêté.

Après avoir délibéré, le conseil décide :

* D’instaurer l’IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus
* D’instaurer le complément indemnitaire dans les conditions indiquées ci-dessus
* (le cas échéant) que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence
* Que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS RELATIVES AU REGIME INDEMNITAIRE EXISTANT

A compter de cette même date, sont abrogées :

* la prime de fonctions et de résultats (PFR)
* l’indemnité forfaitaire de représentation et de travaux supplémentaires (IFTRS), mises en place au sein de la commune (ou de l’établissement) par la délibération n°… en date du …, sont abrogées
* l'ensemble des primes de même nature liées aux fonctions et à la manière de servir mises en place antérieurement au sein de la commune (ou de l’établissement), en vertu du principe de parité, par la délibération n°… du …. *(le cas échéant)* à l’exception de celles-visées expressément à l’article 1er.

ARTICLE 6 : CREDITS BUDGETAIRES

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Fait à …… le …….,

Le Maire (*ou le Président*),